

**DECISION DE DELEGATION DE SIGNATURE**

**LA DIRECTRICE PAR INTERIM DE L'ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SANTE PUBLIQUE,**

**Vu**, l'article L. 1415-1 du Code de la santé publique,

**Vu**, l'article L. 756.2 du Code de l'éducation,

**Vu**, le décret n°94-39 du 14 janvier 1994 modifié relatif au budget et au régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel,

**Vu**, la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, notamment ses articles 85 et 86,

**Vu**, le décret n° 2006-1546 du 7 décembre 2006 relatif à l'Ecole des hautes études en santé publique modifié par les décrets n° 2007-795 du 10 mai 2007 et n° 2007-1929 du 30 décembre 2007,

**Vu**, l'arrêté du 11 janvier 2013 portant nomination de Madame Catherine DESSEIN Directrice par intérim de l'Ecole des hautes études en santé publique,

**Vu**, le contrat de recrutement de Monsieur Jean CARRE en qualité de Professeur en date du 1<sup>ier</sup> septembre 1979 et d'Adjoint au Département Santé, Environnement et Travail (DSET) en date du 1<sup>ier</sup> septembre 2008.

**DECIDE**

Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean CARRE en sa qualité de Directeur Adjoint du Département Santé, Environnement et Travail selon les modalités suivantes :

**Article 1 – Champ de la délégation**

La présente délégation de signature est personnelle, et à ce titre insusceptible de subdélégation. Elle est circonscrite aux affaires concernant le Centre de Responsabilité suivant :

- CR DSET (Centre Financier 153).

**I. En matière de charges**

La présente délégation est donnée dans la limite des crédits disponibles sur le CR concerné, limitée et circonscrite à hauteur de 5 000 € HT pour les actes suivants :

**A. Au stade de l'engagement juridique**

- Les ordres de mission,
- Les bons de commande,
- Les contrats et conventions en lien avec les compétences ci-dessus listées,

Sont expressément exclues de la présente délégation les compétences suivantes :

- Les actes ou décisions en lien avec la promotion d'une recherche biomédicale au sens du Code de la santé publique,
- Les actes ou décisions en lien avec les actions en justice, les transactions et le recours à l'arbitrage,
- Les attributions réservées au seul pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics,
- Les compétences réservées à la direction des ressources humaines en matière de recrutement et de gestion des personnels.

## **B. Au stade de la certification de service fait**

- Les états de frais de déplacements,
- Les factures,
- Les fiches d'enseignements réalisés.

## **II. En matière de recettes**

Sans objet

### **Article 2 – Durée**

La présente délégation entre en vigueur à la date de sa publication, ou de son affichage si celui-ci est plus tardif.

Elle cesse de plein droit si son titulaire perd la qualité de Directeur Adjoint DSET ou lorsque la délégante cesse d'exercer les fonctions de Directrice par intérim de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique.

### **Article 3 – Exécution**

La directrice par intérim, en sa qualité de délégante, le délégataire et l'Agent Comptable sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Fait à Rennes, le 18 janvier 2013

**Avis favorable à l'octroi de la délégation,  
Le Directeur du Département santé,  
environnement et travail**

**Denis ZMIROU**

**Vu, le Directeur Adjoint du Département santé,  
environnement et travail**

**Jean CARRE**

**La Directrice de l'Ecole des hautes  
études en santé publique par intérim**

**Catherine DESSEIN**